

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-lmc1349848A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/11/260

**CONVENTION DE
TRANSFERT DE GESTION
D'EMPRISES DU DOMAINE
PUBLIC DE LA VILLE DE
TOULON AU PROFIT DE LA
METROPOLE - QUARTIER
DES LICES PARCELLE
CADASTREE SECTION CO
N° 0392 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/260

**O B J E T : CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION
D'EMPRISES DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE
TOULON AU PROFIT DE LA METROPOLE - QUARTIER
DES LICES PARCELLE CADASTREE SECTION CO N°
0392 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2123-3 et suivants, et R. 2123-9 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le procès verbal de transfert de la propriété des biens de la commune de Toulon à la métropole Toulon Provence Méditerranée, à la suite du transfert des compétences « voirie, espaces publics, parcs et aires de stationnement, et valorisation des espaces paysagers » en date du 4 mars 2022,

VU l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie Foncière en date du 19 novembre 2024,

CONSIDERANT qu'aux termes du procès-verbal de transfert en date du 4 mars 2022, la commune de Toulon a transféré à la Métropole la propriété des espaces verts, aire de stationnement, cheminement et autres équipements en lien avec les compétences transférées, situés dans le quartier des Lices,

CONSIDERANT que la Ville de Toulon est restée propriétaire de la parcelle cadastrée section CO n° 0392, située avenue de la Victoire du 8 mai 1945, quartier des Lices, d'une superficie de 19 670 m², et sur laquelle étaient édifiés plusieurs bâtiments municipaux, à l'usage de services communaux et d'associations,

CONSIDERANT qu'au regard de leur vétusté, ces bâtiments ont été démolis,

CONSIDERANT que par suite de cette démolition, la ville de Toulon a souhaité transférer la gestion de ce site à la Métropole au titre de sa compétence « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires »,

CONSIDERANT que ce transfert de gestion permettra à la Métropole de valoriser le patrimoine végétal du site, d'aménager des espaces d'activités et d'équipements ludiques et sportifs, de renforcer le réseau pluvial, de désimperméabiliser les sols et mettre en valeur les mobilités douces, dans la continuité des espaces antérieurement transférés,

CONSIDERANT que ce transfert de gestion, d'une durée de quinze ans (15 ans), renouvelable, est consenti à titre gracieux compte tenu de la prise en charge par la Métropole des travaux nécessaires à l'extension paysagère du parc des Lices et des frais liés à la garde des biens,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention de transfert de gestion consentie à titre gracieux par la Ville de Toulon au profit de la Métropole relative à la parcelle sise à Toulon (83000) avenue de la Victoire du 8 mai 1945, quartier des Lices, cadastrée section CO n° 0392, d'une superficie de 19 670 m², pour une durée de quinze ans (15 ans), renouvelable.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette délibération est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance


POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0



**CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION D'EMPRISES
DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE TOULON
AU BENEFICE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

LES LICES – SECTION CO N°0392

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2123-3 et s. et R 2123-9 et s.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de Toulon sis en son Hôtel de Ville, représentée par Madame Josée MASSI, Maire, dûment habilitée en vertu de la délibération 2023/359/S du Conseil Municipal en date du 3 mai 2023.

**Ci-après dénommée « la Commune de Toulon » ou « la Ville »,
d'une part,**

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est sis Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 09, représentée par Monsieur Jean Pierre GIRAN, Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain en date du

**Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée » ou
« MTPM »,
d'autre part.**

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI

La Ville de Toulon est propriétaire de la parcelle cadastrée section CO n°392 sise avenue de la Victoire du 8 mai 1945 à Toulon.

Cette parcelle comprend en partie le parc des Lices dont la gestion a été transférée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre de sa compétence « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

A la date du transfert de cette compétence à la Métropole, ladite parcelle accueillait dans son emprise divers bâtiments restant à appartenir à la Ville de Toulon, lesquels étaient affectés au fonctionnement des services municipaux et à l'accueil d'associations.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le transfert de gestion de dépendances domaniales publiques de la Ville de Toulon au profit de la Métropole, conformément aux dispositions des articles L. 2123-3 à L. 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14 du Code général de la propriété des personnes publique et aux conditions précisées par la présente convention.

Ce transfert n'est ni translatif de propriété, ni constitutif de droit réel au profit de la Métropole.

Toutefois, la Métropole sera, le cas échéant, propriétaire des aménagements et installations réalisées par ses soins sur l'emprise transférée.

La présente convention n'a pas pour effet et ne saurait être interprétée comme opérant une quelconque délégation de compétence exercée par la Ville au profit de la Métropole.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES DEPENDANCES TRANSFEREES

Les dépendances faisant l'objet du présent transfert de gestion sont désignées comme suit :

SECTION	NUMERO	CONTENANCE
CO	392	19 670 m ²

Tels que signalés sur les plans annexés à la présente convention (annexe 1).

Ce terrain relève du domaine public communal de la Ville de Toulon en raison de son affectation au public et de l'aménagement spécial dont il fait l'objet à l'usage de terrain de sports.

Il est représenté sur le plan joint en annexe (annexe n°1).

Les espaces concernés sont mis à disposition de la Métropole libres de toute occupation.

La Métropole déclare avoir une parfaite connaissance des lieux et les accepter dans l'état où ils se trouvent à l'entrée en vigueur de la présente convention

ARTICLE 3 –AFFECTATION ET CONSERVATION DE LA DEPENDANCE TRANSFEREE

Le transfert de gestion est convenu exclusivement pour permettre à la Métropole de réaliser l'aménagement suivant :

L'extension paysagère du parc des Lices offre un îlot de fraîcheur, un refuge de biodiversité en plein cœur de ville et s'inscrit dans le cadre d'une « reconquête paysagère » de surfaces bâties, visant à placer l'humain et le végétal au cœur du parc.

- ♦ Valoriser le patrimoine végétal du site, créer de nouveaux espaces végétalisés méditerranéens ainsi qu'un espace de découverte de la biodiversité.
- ♦ Aménagement des espaces d'activités et d'équipements ludiques et sportifs.
- ♦ Prendre en compte le changement climatique par le renforcement du réseau pluvial, la désimperméabilisation des sols et l'orientation des eaux de ruissellement vers les espaces naturels.
- ♦ Mettre en valeur les mobilités douces avec des cheminements piétons et cyclables sécurisés accessibles à tous.

La Ville autorise la Métropole à réaliser les travaux nécessaires à cette opération. Elle conclura à cet effet, en son nom et sous sa responsabilité, tous les marchés et les conventions nécessaires.

La Métropole est tenue de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment l'urbanisme et la construction, la sécurité et la santé des travailleurs.

Un état des lieux est établi contradictoirement entre les parties à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. La Métropole s'interdit de conférer à un tiers des droits réels ou personnels de nature à porter atteinte à la domanialité publique de la dépendance ou empêcher le nouvel usage que la Ville lui donnerait à l'issue de la présente convention quelles qu'en soient la cause et la date de survenance.

La présente convention est strictement personnelle. A ce titre, la Métropole ne pourra procéder à aucune cession partielle ou totale de ses droits.

ARTICLE 4 : OCCUPATION DE LA DEPENDANCE

La Métropole est chargée de gérer les biens objets du transfert de gestion suivant les règles applicables au domaine public et dans le respect de la sauvegarde de l'espace domanial.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La Métropole est responsable, à l'égard de la Ville et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance, notamment pour la couverture des risques tant à l'égard du voisinage que des tiers, qu'elle transmet pour information à la Ville et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens objet de la présente.

La Métropole fera son affaire personnelle de toute responsabilité qu'elle pourrait encourir pour quelque cause que ce soit, du fait du bien dont la gestion lui est transférée par la présente convention, afin que la Ville ne puisse pas être recherchée ou inquiétée du fait de l'utilisation des lieux ou des travaux entrepris sur celui-ci.

La Métropole exigera le cas échéant des occupants du domaine transféré la souscription de polices d'assurances équivalentes à celles qu'elle est tenue de contracter.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES DU TRANSFERT

6.1 L'article L.2123-6 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que :

« Le transfert de gestion prévu aux articles L.2123-3 à 2123-5 donne lieu à indemnisation à raison des dépenses ou de la privation de revenus qui peuvent en résulter pour la personne dessaisie. »

Les Parties conviennent cependant que le présent transfert de gestion est effectué à titre gratuit compte tenu de la prise en charge par la Métropole des travaux nécessaires à l'extension paysagère du parc des Lices et des frais liés à la garde du bien, des dépenses d'entretien, de maintenance, d'impôts et de charges.

6.2 La Métropole supporte toutes les charges relatives à la viabilité, la surveillance, le nettoyage, l'entretien ou les réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux ainsi que toutes les charges qui découleraient des aménagements qu'elle réalise dans le cadre de la mise en valeur des espaces public confiés en gestion. Elle s'acquitte de la

totalité des charges, souscriptions des abonnements et consommation de fluides (électricité, gaz, eau, etc.) se rapportant auxdits espaces.

Les frais inhérents à la présente convention, impôts et taxes auxquels les immeubles pourraient être assujettis, ainsi que les ouvrages réalisés le cas échéant, sont à la charge de la Métropole.

ARTICLE 7 – DUREE / ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est établie pour une durée de 15 ans renouvelable. A l'issue de cette période, la présente convention sera tacitement renouvelée en cas de maintien de l'affectation de la propriété communale transférée.

Elle entre en vigueur à compter de la dernière date de signature par les parties.

ARTICLE 8 – RESILIATION

8-1 Résiliation anticipée par les parties :

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée par les parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée à l'autre partie en respectant un préavis de six mois pour un motif d'intérêt général lié à un changement d'affectation.

Dans ce cas, si la résiliation résulte de la volonté de la Ville, la Métropole peut prétendre à une indemnité égale au montant des dépenses exposées pour les aménagements réalisés par elle, objet de la présente convention, déduction faite de l'amortissement pratiqué et le cas échéant, des frais de remise en état acquittés par la Ville.

Si la résiliation résulte de la volonté de la Métropole, celle-ci n'ouvre aucun droit à indemnité au profit de la Ville.

8-2 Résiliation unilatérale par la Ville.

En cas d'inexécution par la Métropole d'une ou plusieurs de ses obligations dans le cadre de la présente convention, la Ville disposera de la faculté de procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention trente jours après mise en demeure non suivi d'effet dans un délai de deux mois.

De même, la Ville pourra procéder unilatéralement à la résiliation de la convention en cas de non-respect par la Métropole de l'affectation prévue. Dans cette hypothèse, la résiliation sera prononcée par la Ville après une mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de s'y conformer dans un délai d'un mois.

La résiliation de la convention par la Ville pour non-respect de l'affectation prévue n'ouvre aucun droit à indemnité au profit de la Métropole.

ARTICLE 9 : SORT DU BIEN A L'ISSUE DE LA CONVENTION

A l'expiration de la convention, pour quelque cause que ce soit, la Ville reprendra immédiatement et gratuitement la libre disposition des dépendances du domaine public objet du transfert de gestion.

Dans tous les cas de résiliation de la convention, la Métropole restitue les lieux en bon état d'entretien permettant leur fonctionnement normal mais reste dispensée de remettre les lieux dans leur état d'origine.

Tous les biens qui feront retour à la Ville devront être libres de toutes charges.

Un état des lieux contradictoire est effectué au moins trois mois avant la date d'effet de la résiliation de la convention.

Si des manquements sont constatés au titre des opérations d'entretien et de maintenance auxquelles est tenue la Métropole, celle-ci sera tenue de verser à la Ville une indemnité correspondant au coût de remise en état qui sera fixé d'un commun accord ou à défaut à dire d'expert désigné par le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au Tribunal Administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 11 – EXECUTION

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs. Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de la ou des Parties qui entendraient soumettre la convention à cette formalité.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention de transfert de gestion ou toute renonciation à un droit en résultant devra faire l'objet d'un avenant régulièrement signé par les Parties.

Convention établie en deux exemplaires originaux.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- 1- Plan de principe du domaine à transférer ;
- 2- Etat des risques naturels, miniers et technologiques ;
- 3- Délibération du Conseil de la Métropole approuvant la présente convention
- 4- Etat des lieux établi contradictoirement

**Pour la Ville de Toulon,
Le Maire,
Josée MASSI**

**Pour la Métropole TPM,
Le Président,
Jean Pierre GIRAN**

Fait à Toulon, en deux exemplaires, le

DIRECTION GENERALE
DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Commune : TOULON (137)
Section : CO
Feuille(s) : 000 CO 01
Echelle d'origine : 1/1000
Date de l'édition : 1/1250
Date de saisie : 01/01/1971

N° d'ordre du document d'arpentage : 8060G
Document vérifié et numéroté le 21/09/2022
A TOULON
Par Bernard LAMURE
GEOMETRE
Signé

Cachet du service d'origine :

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdf.toulon@dgif.finances.gouv.fr

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3) a été établi :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé par

le géomètre à _____, le _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A _____, le _____

D'après le document d'arpentage dressé
Par GODBILLOT Thomas

Réf. :

Le

(2)

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renoué par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriante, etc...).

